

Saint-Gaudens : après la catastrophe de Lubrizol, la «Cellulose» dans le collimateur des «Désobéissants»



La Cellulose à Saint-Gaudens, devant le Cagire cher aux Commingeois DDM, JAL - JAL

Publié le 07/11/2019

Dans un contexte d'inquiétude lié à la catastrophe Lubrizol de Rouen, Les Désobéissants du Comminges réclament un débat sur les risques environnementaux et humains liés aux entreprises classées Seveso dans le secteur.

Le collectif « Les désobéissants du Comminges » était de sortie ce jeudi matin: très tôt ils se sont positionnés devant l'entreprise Fibre31 à Saint-Gaudens – toujours connue sous le label « La Cellulose » –, usine de pâte à papier « classée Seveso seuil haut ». Ils ont également disposé diverses banderoles autour du site pour s'interroger sur les enjeux environnementaux et sanitaires posés par les rejets de l'entreprise, les techniques et moyens de production, et les moyens entrepris par l'état en cas d'accident industriel.

Du haut de ses 60 ans d'histoire, l'usine et ses conséquences visuelles (fumées), olfactives (odeurs), sécuritaires (risque Seveso), environnementales, font aujourd'hui partie du paysage local. Mais eux – les Désobéissants – ne veulent pas s'habituer, et en marge de leur action matinale, ils ont également adressé un courrier aux élus de la région, à la préfecture de la Haute-Garonne et à la direction de l'entreprise, dans l'espoir d'obtenir un débat sur le sujet.

Lubrizol à Rouen

La récente catastrophe de l'usine Lubrizol à Rouen ravive le sujet, elle « nous rappelle une nouvelle fois le danger encouru par les populations riveraines de sites industriels classés Seveso » indiquent-ils. Et les « discours rassurants des professionnels et autres spécialistes » ne rassurent pas du tout les Désobéissants – pas plus que les populations concernées. « Les accidents industriels sont inhérents à ce type d'activité et les catastrophes toujours possibles avec leur florilège de désastres tant humains qu'environnementaux ».

Risques en Comminges ?

Les Commingeois sont-ils exposés aux mêmes risques que les Rouennais ? Pour les Désobéissants, ça ne fait aucun doute. «Le site industriel de la Cellulose à Saint-Gaudens utilise notamment du bioxyde de chlore et émet de l'hydrogène de soufre. à Boussens, le site d'Antargaz stocke d'importantes quantités de GPL ; sur celui de BASF, présence de méthanol, d'acide chlorhydrique... »

Certes les plans de préventions existent pour chacune de ces entreprises, mais la « gestion de crise calamiteuse des catastrophes et le manque de transparence » constatés à Rouen n'inspirent pas une grande confiance dans les rangs des Désobéissants.

Débat public

« Nous considérons qu'au moment où tant de curseurs sanitaires et environnementaux sont au rouge, où l'Humanité est confrontée au dérèglement climatique et doit adopter un changement radical de son mode de vie pour y faire face, le Comminges doit s'interroger sur les pratiques industrielles se déroulant sur son territoire » écrivent-ils dans leur courrier.

Et c'est dans cet esprit que les Désobéissants du Comminges réclament «l'organisation, par les autorités, d'un débat public dans les plus brefs délais».

Un grand débat contradictoire qui permettrait à chacun de s'exprimer, qui prendrait en compte les « questions relatives aux conséquences sanitaires et environnementales des pratiques industrielles polluantes » autant que le rôle économique essentiel de ces entreprises. Sans donner prépondérance à l'un ou à l'autre. Bref, un débat pour mettre sur la table un sujet qui sort du « politiquement correct » – pas tabou mais presque.

Pas pour fermer ces sites, mais pour «s'interroger sur les procédés de fabrication industrielle non polluants à mettre en place».

Hervé Boucleinville